

Mais au fait, qu'est-ce que les conservateurs nous ont présenté comme vues d'avenir? Dans leur désir de tout coucher sur le papier pour une période de quatre ou cinq ans, qu'est-ce qu'ils offrent à un pays qui a déjà un taux de chômage trop élevé? Le maintien, la perpétuation et même la hausse de ce taux de chômage.

Une voix: Il sera moins élevé que le vôtre.

M. Andras: Ah, vraiment? Vous m'en direz tant! Voyons voir un instant. D'après les projections du gouvernement conservateur, ce sur quoi il table, c'est un taux de chômage de 8.3 p. 100 pour l'an prochain. Ils se sont fixé comme objectif le taux maximum que nous avons enregistré jusqu'ici, au cours de certains mois et qui devient la norme pour les deux prochaines années. Après cela . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Andras: Il faut endurer la situation actuelle si l'on veut que cela s'améliore. La seule chose un peu encourageante dans leurs prévisions quinquennales c'est qu'au bout de cinq ans, et pendant les trois dernières années de cette période, ils se contentent d'un objectif de 7.5 p. 100 pour le chômage.

D'une part, nous avons l'inflation, d'autre part le chômage. Comme il y a de quoi être déçu en ce qui concerne le chômage, on se demande comment ce nouveau plan extraordinaire va réduire le coût de la vie et l'inflation. Que nous promettent-ils? L'année prochaine, ils nous promettent 11 p. 100 et l'année suivante 10.1 p. 100. Ça bien sûr, c'est pour leurs prévisions les plus optimistes. Mieux vaut ne pas regarder les plus pessimistes, qui risquent fort de se réaliser. Finalement, au bout de cinq ans, en 1983 ou 1984, ils disent qu'ils descendront à 6 p. 100, si vous pouvez les croire. Sincèrement, il faudrait être très naïf pour croire à des prévisions portant sur cinq ans, avec les crises internationales auxquelles nous sommes régulièrement exposés.

Cette nouvelle vision du Canada, cette nouvelle façon de gérer l'économie qu'ils nous ont promise devient un arrêt de mort. Le gouvernement a signé son arrêt de mort, car je ne pense pas que les Canadiens et les députés laissent longtemps survivre un régime dont les prévisions les plus optimistes pour les cinq prochaines années sont pires que tout ce que nous avons connu récemment ou même depuis les années 30. Voilà leurs prévisions. Voilà ce qu'ils ont dit dans tous ces documents qui révèlent leur programme pour l'avenir. Ils n'en font même pas mystère. Tout est là, noir sur blanc, dans chaque page de l'exposé budgétaire, monsieur l'Orateur. En fait, ils augmentent même la taxe sur certains cosmétiques, sans doute pour mieux farder la triste réalité que nous prépare le sinistre parti conservateur.

Les chiffres inquiétants que j'ai pris dans les documents du parti et le résumé des documents budgétaires ne sont pas vraiment étonnants, lorsqu'on examine la doctrine et les techniques économiques qu'il compte employer pour améliorer l'économie du pays. La politique du gouvernement repose sur deux grands principes: la diminution du déficit en réduisant à long terme le déficit fédéral et le programme dit d'autarcie économique.

Budget—M. Andras

● (1640)

Le gouvernement ne cesse de trompeter qu'il va réduire son déficit monétaire. Le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) coupe les crédits à qui mieux et mieux et y va de grands discours, mais il accepte les prévisions faites hier soir, selon lesquelles les dépenses gouvernementales seront plus élevées qu'au cours de chacune des trois dernières années, que l'on doit s'attendre en fait à une augmentation annuelle de 10 p. 100.

Une voix: Mais à un déficit moindre.

M. Andras: Je suis heureux que le député ait soulevé cette question parce que j'allais y venir et indiquer comment le gouvernement actuel entend réaliser cet objectif. Le président du Conseil du Trésor admet que les dépenses gouvernementales passent de 48 milliards qu'elles étaient l'an dernier à 78 milliards d'ici à cinq ans, ce qui représente un bond de 60 p. 100. Voilà l'extraordinaire politique du gouvernement lorsque les intérêts annuels passent d'environ 7 milliards à quelque 14 milliards, que le taux d'inflation et de chômage augmente et que la croissance réelle, selon les prévisions les plus optimistes, ne sera même pas de 3 p. 100.

Une voix: A qui la faute?

M. Andras: Écoutez-moi toutes ces balivernes. Mardi soir, le Parti progressiste-conservateur a coupé le cordon ombilical et a quitté le sol—pour s'écraser aussitôt après. La plupart des journalistes canadiens ne donnent pas plus de sept mois au gouvernement pour tourner en rond et se plaindre de tout le travail qu'ils ont à cause du gouvernement précédent. Mais à partir d'aujourd'hui, les chiffres seront les leurs. Ce programme est le leur et c'est celui-là qui contient les prévisions dont j'ai parlé.

Une voix: Le budget va diminuer le déficit monétaire.

M. Andras: Je suis heureux que le député ait soulevé le sujet.

M. Friesen: C'est quand même votre cuisine.

M. Andras: Je ne fais que parler du document—qui est d'ailleurs à l'avantage de notre parti—que le gouvernement a présenté avant-hier soir. Les conservateurs se sont vantés de pouvoir ramener le déficit de 10 milliards à 4 milliards de dollars. Les dépenses de leur gouvernement vont augmenter de 30 milliards et ils vont devoir hausser leurs impôts de 3 milliards de dollars par année. Mais il demeure qu'ils auront quand même un déficit budgétaire de 9 milliards de dollars.

Les députés savent-ils que la réduction du déficit monétaire sera possible grâce à une accumulation accidentelle des fonds de pension qui est absolument étrangère à la politique du gouvernement? Il n'est pas question ici de forger les chiffres ou de truquer les livres. Le gouvernement ne réduira pas le déficit monétaire en restreignant ses dépenses, mais en haussant massivement les impôts. Nous savons tous sur qui ce fardeau additionnel retombera. L'accumulation des fonds de pension n'est qu'un heureux hasard.